

ÉDITORIAL

Valls : au risque du claquage

Jean-Marc Ayrault avait décidé d'« enjamber » les élections municipales, espérant qu'en s'abstenant de faire campagne son gouvernement échapperait au vote sanction. On sait ce qu'il est advenu. Manuel Valls a décidé au contraire de sauter à pieds joints dans la campagne des départementales, de s'y investir totalement, quitte à chausser les gros sabots du combat antifasciste dans l'espoir de mobiliser la gauche. C'est de sa part une question autant de nature que de stratégie. Le Premier ministre, qui est sans rival sérieux pour Matignon et qui semble avoir obtenu l'assurance de rester en poste, sait qu'il essuiera à son tour une défaite électorale, au moins aussi rude que celle qui avait emporté l'an dernier son prédécesseur. Il fait donc le pari que personne ou presque ne lui reprochera de s'être investi à fond dans cette campagne, qu'on le créditera même d'un score peut-être moins élevé que prévu pour le Front national. Tout le monde a oublié qu'il y a un an

Valls, alors ministre de l'Intérieur, avait entamé une « tournée anti-FN » dont le résultat n'avait pas été très probant : le Front national avait emporté plusieurs villes où il était passé...

Au fond, Manuel Valls est à la fois le compositeur et le chef d'orchestre de cette campagne. Compositeur parce qu'il est toujours en tant que ministre de l'Intérieur - l'auteur du découpage des grands cantons et celui du nouveau mode de scrutin, qui élève le seuil pour se qualifier au second tour ; deux initiatives qui risquent de se retourner dimanche contre la

gauche. Premier ministre, il fut ensuite celui qui annonça la mort des Départements, avant d'accepter peu à peu de leur rétrocéder presque tous leurs pouvoirs, mais aussi d'organiser un scrutin qui aboutira à l'élection d'assemblées départementales dont on ne connaît toujours pas les compétences, puisque la loi n'est pas définitivement votée. On peut d'ailleurs s'interroger sur la constitutionnalité d'une telle élection...

Comme les mémés toulousaines dans la chanson de Claude Nougaro, le Premier ministre aime la castagne. Ce qui peut faire son charme. Il a aussi le goût du risque. Ce qui le rend intéressant. Il s'est imposé comme le chef d'orchestre qui donne le « la » de cette campagne, quitte à abuser parfois de la grosse caisse et des cymbales. Mais, à prendre ainsi tous les risques, Manuel Valls serait forcément comptable d'une défaite de la gauche qui se transformerait en déroute.

ÇA VA FAIRE DU BRUIT

Découverte. Des restes de Miguel de Cervantès ont été découverts dans la crypte d'une église du centre de Madrid, un an après le démarrage de fouilles. L'auteur de « Don Quichotte » fut enterré dans ce quartier en avril 1616, mais on ignorait le lieu exact de sa sépulture, perdue au fil de l'histoire.

LE CHIFFRE

8,1. En milliards d'euros, le montant record engagé en 2014 par l'Agence française de développement (AFD) dans le financement de projets, majoritairement en Afrique, continent confronté au virus Ebola comme à la menace islamiste de Boko Haram.



« On a en gros deux alternatives (sic) avec Europe-Écologie : soit le gau-chisme avec Cécile Duflot, soit l'opportunisme avec Jean-Vincent Placé. C'est juste nul »

José Bové, eurodéputé écologiste.

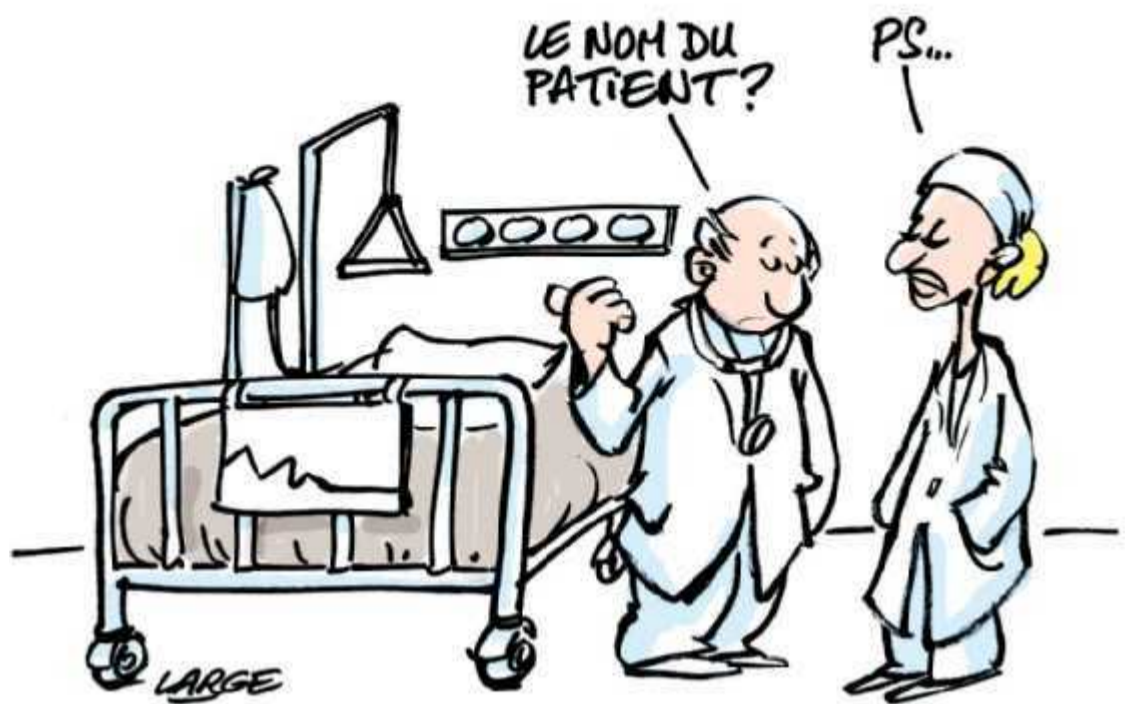
BRUNO DIVE
b.dive@sudouest.fr



Valls donne le « la » de cette campagne, quitte à abuser parfois de la grosse caisse et des cymbales

LE COUP DE CRAYON DE LARGE ET L'URÉS

LE DROIT À UNE SÉDATION PROFONDE.



TRIBUNE LIBRE

19 mars 1962, pour dépasser enfin la guerre des mémoires



JEAN-CLAUDE ESCAFFIT
JOURNALISTE (1)

Autant je comprends le refus de célébrer le 19 mars 1962 qui n'a pas marqué - loin de là - la fin des violences en Algérie, autant je m'interroge sur les motivations de tous ceux qui veulent, comme la municipalité de Béziers, rayer cette date de nos rues, de nos monuments. Et de nos mémoires... Comment en finir avec l'instrumentalisation de l'Histoire qui alimente la guerre des mémoires ?

Le 19 mars 1962 - qui commémore la signature des accords d'Évian - n'a pas fini de cristalliser rancœurs et polémiques. Cette date anniversaire d'un cessez-le-feu théorique est rejetée par tous ceux qui dénoncent - à juste raison - la poursuite exponentielle des violences en Algérie jusqu'à l'été 1962. Mais quelle date choisir pour célébrer la fin de ce conflit qui a traumatisé des générations de Français ?

Il n'est pas question de retenir non plus le 5 juillet 1962, marquant l'indépendance du pays en même temps que les massacres des pieds-noirs d'Oran et... l'anniversaire de la prise d'Alger en 1830. L'Histoire a parfois d'étranges concordances ! Par défaut, une Journée nationale d'hommage aux morts pour la France en Algérie a alors été choisie... le 5 décembre. Cette date hors sol, sans aucune signification historique, est bien l'illustration de la guerre des mémoires qui perdure chez nous. Et a fortiori de part et d'autre de la Méditerranée.

« On voit poindre une mémoire communautarisée où « chacun regarde l'histoire de l'Algérie à travers son vécu » »

Le choix d'événements mémoriels est révélateur de notre vision de l'Histoire. À l'évidence, celle-ci est éclatée, pour ne pas dire schizophrénique. En France, on voit poindre une mémoire communautarisée où « chacun regarde l'histoire de l'Algérie, à travers son vécu, son appartenance familiale », comme le souligne l'historien Benjamin Stora. En Algérie, c'est un unanimité de façade qui fait perdurer un mythe fondateur et... le maintien du parti au pouvoir. Pas question de dévier des propos incantatoires sur le soulèvement spontané de tout un peuple autour du FLN, de son drapeau, de ses martyrs et de ses héros.

Je me suis rendu souvent outre-Méditerranée, ces deux dernières années, pour mon livre, « Sur les traces du père. Questions à l'officier tué en Algérie ». La population a tourné la page de sa « guerre de Libération ». Pour les moins de cinquante ans, c'est l'équivalent de 14-18 pour les Français d'aujourd'hui. Et pour les Algériens les plus âgés, la mémoire est en voie d'apaisement. Les pieds-noirs, « de retour au pays », peuvent témoigner de l'accueil chaleureux de la population.

J'ai aussi assisté à d'émouvantes scènes de fraternisation entre combattants qui avaient été pourtant sur le même théâtre d'affrontement. Dans ma propre quête de vérité, j'ai bénéficié d'une étonnante chaîne de solidarité, d'amis et d'inconnus algériens. Ce qui nous a permis, à mon frère et moi, de nous rendre en Petite Kabylie sur les lieux - assez risqués aujourd'hui - où est tombé notre père, chef de poste SAS. Et de rencontrer, par un surprenant hasard, l'un des auteurs de l'attentat qui lui a coûté la vie.

Entre les peuples et leurs dirigeants, le fossé reste béant. Englués dans des débats surannés ou doctrinaires, ballottés par des intérêts divergents et des lobbies influents, nos gouvernants respectifs n'ont cessé d'instrumentaliser l'Histoire. Au gré des commémorations et des récits, on a parfois l'impression de ne pas évoquer la même guerre, d'évoluer dans des décors différents. Y compris à l'intérieur de nos frontières. Il serait temps d'enterrer la hache de guerre du souvenir qui ne fait que raviver les blessures et les ressentiments.

À défaut d'une vision commune, ne peut-on aller vers une Histoire partagée ? Une manière de regarder ensemble nos responsabilités ? Non pour renvoyer l'autre à ses torts et ses errements. Mais pour solder les comptes de nos propres histoires. C'est davantage possible aujourd'hui avec la génération montante des enfants, ici et là-bas. Et c'est en tout cas la condition nécessaire d'une mémoire apaisée. Car il n'est pas de devoir de mémoire sans un devoir de vérité.

(1) Journaliste, ancien collaborateur de « La Croix » et de « La Vie », il est l'auteur de « Sur les traces du père. Questions à l'officier tué en Algérie ». Préface de Yasmina Khadra, éd. Salvator, 155 p., 18 €.



www.sudouest.fr

Découvrez la carte interactive des radars automatiques qui flashent le plus de voitures sur les routes de la région.